

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Woleu-Ntem : Otounga Ossibadjouo vante la réforme sur la décentralisation

E. EBANG MVE
Oyem/Gabon

Le ministre en charge de la Décentralisation, de la Cohésion et du Développement des territoires, Mathias Otounga Ossibadjouo, séjourne dans la province du Woleu-Ntem depuis quelques jours. Il s'y trouve dans le cadre de la vulgarisation de la réforme sur la décentralisation auprès des collectivités locales. Une mission que lui a instruite la cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda. Car, la réforme sur la décentralisation tient à cœur le président de la République, Ali Bongo Ondimba. C'est dans ce sens qu'il a longuement échangé à Oyem, avec les représentants des bureaux des conseils municipaux et départementaux de l'Okano (Mitzic), Haut-Como (Medouneu) et Woleu (Oyem). En présence du gouverneur de ladite province, Jules Djéki, et du préfet du département du Woleu, Brice Arcadius Moussirou. Selon le membre du gouvernement, cette réforme devrait permettre à terme, de réduire les écarts de développement entre les différentes villes du pays. Même si, " la décentralisation est un processus lent, long et permanent de transfert des compétences de l'État central vers les collectivités locales que sont les mairies et les conseils départementaux ". Il n'a pas manqué de préciser que le but de cette réforme est de rapprocher davantage l'administration des usagers, renforcer la démocratie locale, améliorer la gouvernance, faire des collectivités locales de véritables opérateurs économiques créateurs d'emplois et des richesses, etc. Le ministre a rappelé que c'est depuis la Conférence nationale de 1990 et les Accords de Paris de 1994 que les autorités du pays ont donné des coups d'accélérateur à la mise en place d'une loi sur la décentralisation avec son adoption en tant que première loi organique. Celle-ci a surtout pris forme avec la



Le ministre de la Décentralisation posant avec les responsables des collectivités locales au terme du séminaire.

détermination du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, pour qui, " la décentralisation n'est pas une option, mais une nécessité ". Au cours de l'atelier, le conseiller en charge de l'Appui à l'action sociale, Medoux Yougui, a exposé sur la Loi organique relative à la

décentralisation ; le projet de décret portant statuts du Fonds de péréquation des collectivités locales et sur le projet de décret portant attributions, organisation et fonctionnement de la Commission nationale de la coopération décentralisée.

Le conseiller juridique du ministre, Harnack Claver Mbelé a, quant à lui, présenté aux élus locaux, le décret portant création, attribution et organisation du ministère de la Décentralisation, de la Cohésion et du Développement

des territoires. Il a également exposé sur le décret fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement des organes de la décentralisation ; ainsi que sur la loi fixant les modalités de transfert des compétences de l'État aux collectivités locales.

Partis politiques : comme un regain d'activités sur le terrain

J. KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LES partis politiques seraient-ils en train de sortir de la torpeur dans laquelle les restrictions liées à la lutte contre le Covid-19 avaient englouti leurs activités ? L'on serait tenté de répondre par l'affirmative. D'autant que depuis quelque temps, on observe, ici et là, un regain des activités de formations politiques, tous bords confondus, sur le terrain. Et cela est particulièrement vrai pour le Parti démocratique gabonais (PDG) qui, sous le couvert d'organisation des séances d'études fédérales sur toute l'étendue du territoire national, occupe rationnellement le terrain dans le strict respect des mesures barrières. D'autant plus que ces rencontres sont assorties de campagnes

d'enrôlement des militants et de la présentation, dans certaines localités, de nouveaux membres du Bureau politique. Un déploiement d'énergie que le PDG, épouvantail de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE), n'avait pas manifesté l'année écoulée, à la même période. Un rythme et une cadence que ses alliés de la MRSE et adversaires de l'opposition ont, il faut bien l'avouer, du mal à suivre. Pour autant, ils n'entendent nullement faire le lit du PDG. Côté opposition, c'est notamment l'Union nationale (UN) qui semble plus visible et active sur le terrain. Avec l'élection du prochain président de cette formation politique qui pointe à l'horizon, la mobilisation des cadres et militants est perceptible. Car, au-



Les militants du PDS sur le terrain.

delà des opérations de charme des candidats et de leurs équipes, l'objectif de remobilisation des troupes et de redynamisation des structures de base n'est jamais très loin. Dans cette optique, le Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS) de Me Séraphin Ndaot Rembogo, par le biais de l'installation de ses responsables de structures de base, est allé récemment à

la reconquête du terrain perdu à Port-Gentil. C'est dans cette veine qu'il faudrait, sans doute, inscrire la tournée nationale programmée, dans les jours à venir, par le Rassemblement pour la modernité et la patrie (RPM) d'Alexandre Barro Chambrier. Quoi qu'il en soit, à ce qu'il semble, cette frénésie devrait aller crescendo. Tant les enjeux à venir sont énormes.